

# HAÏTI LAVI 12-12

## Rapport financier et narratif coordonné 2010 du Consortium 12-12 et ses membres

Le 12 janvier 2010, Haïti est touché par un puissant séisme qui réduit Port-au-Prince et ses alentours à l'état de ruines. Plus de 240.000 personnes trouvent la mort dans la catastrophe. 300.000 sont blessées et trois millions d'hommes, de femmes et d'enfants, sont privés dans une grande mesure des services de base élémentaires. La totalité des dégâts est estimée à plus de 8 milliards de dollars.

L'aide se déploie rapidement, mais dans des circonstances particulièrement difficiles. Des actions de solidarité voient le jour aux quatre coins de la planète. Dans notre pays, le Consortium belge pour les situations d'urgence (Caritas International, Handicap International, Médecins du Monde, Oxfam Solidarité et UNICEF Belgique) lance l'appel « **Haïti Lavi 12-12** ».

Cet appel a bénéficié d'un large soutien du public belge, des autorités, des médias et des entreprises, ce qui a permis de délivrer une aide concrète et souvent vitale sur le terrain.



*Les soussignés,*

- *Gonzalo Dopchie, directeur **Caritas International***
- *Pierre Verbeeren, directeur général **Médecins du Monde***
- *Marc Joolen, directeur général **Handicap International Belgium***
- *Stefaan Declercq, secrétaire général **Oxfam-Solidarité***
- *Yves Willemot, directeur général **Unicef Belgique***
  
- *Erik Todts, président **Consortium belge pour les Situations d'urgence***
- *Jules-Henri Poncelet, trésorier **Consortium belge pour les Situations d'urgence***

*déclarent*

- *avoir pris connaissance de l'Engagement de transparence ci-dessus*
- *qu'ils respecteront selon les modalités et délais prévus.*

Bruxelles, le 26 avril 2010

**Conformément à l'Engagement de transparence, nous vous présentons dans ce dossier le 'Rapport financier coordonné' de l'action Haïti Lavi 12-12 pour l'année 2010 ainsi que le 'rapport d'audit' de PVMD Réviseurs d'Entreprises.**

Le Consortium 12-12 et ses cinq membres ont récolté ensemble le montant de **25.886.356 €** en faveur des secours en Haïti, ce qui signifie le troisième résultat le plus élevé d'un appel d'urgence depuis 1985 !

Les frais de campagne étaient très faibles comme d'habitude, grâce entre autres à de nombreux appuis gracieux (presse, entreprises,...).

Une moyenne de 90% des recettes nettes disponibles sont affectées aux secours sur place. Fin 2010, 62% des moyens étaient déjà utilisés.

Le solde des fonds sera probablement épuisé entièrement fin 2012.

Le **rapport narratif** dans ce dossier couvre 2010 et 2011 (tandis que les comptes sont examinés jusque fin 2010).

Bruxelles, le 27 maart 2012.

## TABLEAU SYNOPTIQUE DES COMPTES COORDONNES HAITI LAVI 12-12

*Vu par PMVD Réviseurs d'Entreprises (voir rapport plus loin)*

<u>Consortium</u>	HAITI LAVI 12-12 Overzicht - Aperçu 2010					
<b><i>Inkomsten - Recettes</i></b> TOTAAL Consortium Haïti Lavi 12-12						<b>19.329.523,43</b>
<b><i>Kosten - Coûts</i></b> TOTAAL Consortium Haïti Lavi 12-12						<b>486.620,89</b>
	<b>2,52%</b>					
Aan leden - Aux membres	<b>700.190,54</b>	<b>2.272.507,77</b>	<b>1.908.131,69</b>	<b>6.925.128,50</b>	<b>2.204.945,48</b>	<b>14.010.903,98</b>
Trekkingsrechten derden Droits de tirage tiers						4.180.134,00
<i>Aan leden in 2011</i> <i>Aux membres en 2011</i>						<b>18.677.658,87</b>  651.864,56
	Dokters van de Wereld Médecins du monde	Oxfam-Solidariteit Solidarité	Handicap International	Unicef België Belgique	Caritas International	

<b><u>Leden - Membres</u></b>	<i>Dokters van de Wereld Médecins du monde</i>	<i>Oxfam- Solidariteit Solidarité</i>	<i>Handicap International</i>	<i>Unicef België Belgique</i>	<i>Caritas International</i>	<i>TOTAaL</i>
<b><i>Inkomsten - Recettes</i></b> Haïti Lavi 12-12 Consortium	<b>700.191,00</b>	<b>2.272.507,75</b>	<b>1.908.131,69</b>	<b>6.925.128,51</b>	<b>2.204.945,49</b>	<b>14.010.904,44</b>
Andere eigen inkomsten Autres fonds propres	<b>1.085.969,00</b>	<b>725.292,50</b>	<b>576.215,41</b>	<b>1.972.020,09</b>	<b>2.197.336,05</b>	<b>6.556.833,05</b>
<i>Privé</i> <i>Publ.</i>	<i>185.969,00</i> <i>900.000,00</i>	<i>225.292,50</i> <i>500.000,00</i>	<i>176.215,41</i> <i>400.000,00</i>	<i>1.672.020,09</i> <i>300.000,00</i>	<i>2.197.336,05</i>	<i>4.456.833,05</i> <i>2.100.000,00</i>
Interest minus bankkost Intérêts moins coûts bancaires Directe kosten fundraising Coûts directs récoltes de fonds	6.371,00 0,36%	12.105,08 19.275,26 0,64%	289,98 82.359,97 3,32%	146.303,79 1,64%	124.911,26 2,84%	12.395,06 379.221,28 <b>1,84%</b>
<b><i>Netto inkomsten - Recettes nettes</i></b>	<b>1.779.789,00</b>	<b>2.990.630,07</b>	<b>2.402.277,11</b>	<b>8.750.844,81</b>	<b>4.277.370,28</b>	<b>20.200.911,27</b>
<b><i>Kosten - Coûts</i></b>						
Overhead Direct Management Costs	46.260,00 45.037,00	111.788,35 31.618,18	36.424,22 183.431,25	713.411,07 387.432,53	90.621,66 36.459,60	998.505,30 683.978,56
Administration Costs <i>Admin Costs/ Kosten &amp; beschikbaar - Coûts &amp; disponible</i>	<b>91.297,00</b> <b>5,13%</b>	<b>143.406,53</b> <b>4,80%</b>	<b>219.855,47</b> <b>9,15%</b>	<b>1.100.843,60</b> <b>12,58%</b>	<b>127.081,26</b> <b>2,97%</b>	<b>1.682.483,86</b> <b>8,33%</b>
Direct Program Costs 2010 <i>Direct Program Costs (+ beschikb. - dispon.)/ Netto inkomsten - Recettes nettes</i>	<b>398.991,00</b> <b>94,87%</b>	<b>1.199.794,70</b> <b>95,20%</b>	<b>1.055.505,74</b> <b>90,85%</b>	<b>7.601.861,78</b> <b>87,42%</b>	<b>682.231,80</b> <b>97,03%</b>	<b>10.938.385,02</b> <b>91,67%</b>
<b><i>Totaal kosten - Total des coûts</i></b>	<b>490.288,00</b>	<b>1.343.201,23</b>	<b>1.275.361,21</b>	<b>8.702.705,38</b>	<b>809.313,06</b>	<b>12.620.868,88</b>
<b><i>Beschikbaar - Disponible &gt;&gt;2010</i></b>	1.289.501,00 <b>72%</b>	1.647.428,84 <b>55%</b>	1.126.915,90 <b>47%</b>	48.139,43 <b>1%</b>	3.468.057,22 <b>81%</b>	<b>7.580.042,39</b> <b>38%</b>

**RAPPORT CONCERNANT « HAITI LAVI 12-12 – ENGAGEMENT DE  
TRANSPARENCE & TERMES DE REFERENCE D'AUDIT » : PROCEDURE  
CONVENUES AU CONSEIL D'ADMINISTRATION DU CONSORTIUM BELGE POUR  
LES SITUATIONS D'URGENCE ASBL**

Dans le cadre de l'engagement de transparence et des termes de référence d'audit pour « Haïti Lavi 12-12 » daté du 26 avril 2010, vous nous avez mandaté pour exécuter des procédures spécifiques concernant l'examen des « Bilans partiels et des comptes de résultat partiels des membres », ci-après nommé « rapport » pour la période du 12.01.2010 au 31.12.2010 concernant le secours suite au tremblement de terre à Haïti, lequel a été préparé sous la responsabilité du Conseil d'administration de l'ASBL Consortium belge pour les situations d'urgence.

Le « rapport » est joint à la présente, il couvre la période du 12.01.2010 au 31.12.2010, il reprend des recettes brutes pour un montant total de 19.329.523,43 € dont 14.010.904,44 € ont été versés aux membres du Consortium dans le courant de 2010 et dont 651.864,56 € ont été versés aux membres du Consortium en 2011. Le solde se répartissant en 1.300.000 € versé à Rode Kruis Vlaanderen et 2.880.134,00 € dans le cadre du droit de tirage ouvert à des non-membres. Les frais du Consortium s'élèvent à 486.620,89 €. Les membres du Consortium ont, outre le montant de 14.010.904,44 € versé par le Consortium, enregistré des recettes directes liées à Haïti à concurrence de 6.556.833,05 €, ce qui porte la recette globale des membres à 20.567.737,49 €. A la date du 31 décembre 2010, il restait 7.580.042,39 € à dépenser pour les projets Haïti par l'ensemble des membres du Consortium.

Bruxelles    Gent    Antwerpen    Lasne    Liège

Reviseurs d'entreprises

ALAIN CHAERELS    LIEVEN DELVA    VINCENT GISTELINCK    PATRICK MELS    VINCENT MISSELYN    JOSIANE VAN INGELGOM

Société civile ayant emprunté la forme d'une société coopérative à responsabilité limitée

Siège Avenue des Pagodes 258 B-1020 Bruxelles

DEXIA 068-2512020-38 IBAN be24 0682 5120 2038 BIC GKCCBEBB TVA BE 0471 089 804 RPM BRUXELLES



Nous avons exécuté les procédures de contrôle suivantes :

Concernant le « rapport » nous avons examiné les points suivants :

- L'exhaustivité de l'enregistrement des recettes dans le Consortium ;
- Le caractère probant des éléments suivants :
  - Les dépenses dans le cadre du secours
  - Les frais directs de gestion
  - Le calcul des frais d'administration générale (overheads)

Nous nous sommes basés, pour ces contrôles, sur le travail des réviseurs d'entreprises de chaque membre du consortium. Nous avons procédé à la revue des dossiers de contrôle des réviseurs d'entreprises des membres du Consortium.

- Le fondement et la justification par des décisions formelles au sein de chaque organisation des engagements pour des programmes de secours à court et à long terme
- Les provisions éventuelles

Le Consortium a transmis des directives claires aux différents membres concernant les diverses dépenses, les pièces justificatives à fournir, la communication interne attendue envers le Consortium, ... Les membres devaient prêter une attention particulière à l'éligibilité des dépenses indirectes et à leur justification.

Notre mission concernait entre autres :

- L'établissement des instructions pour les réviseurs d'entreprises des différents membres ;
- La communication avec les réviseurs des différents membres afin d'éclaircir et si nécessaire d'adapter ces instructions ;
- La revue des dossiers de travail des réviseurs d'entreprises des différents membres ;
- La prise de connaissance des rapports des différents réviseurs d'entreprises ;
- La rédaction du présent rapport final.



Nous n'avons pas effectué de contrôle sur place des différents projets des membres.

Nous vous rapportons les observations suivantes :

- (a) Les montants versés par le Consortium à ses membres s'élève à 14.010.904,44 €. Les membres ont également des recettes directes propres pour Haïti pour un montant total de 6.556.833,05 €. Nous ne sommes pas en mesure de nous exprimer sur les recettes directes des membres en rapport avec Haïti.
- (b) Nous ne sommes pas en mesure de nous prononcer sur l'usage des fonds versés à Rode Kruis Vlaanderen (1.300.000,00 €) et aux autres associations dans le cadre du droit de tirage (2.880.134,00 €).
- (c) Les dépenses totales des membres (Total costs) 12.620.868,88 € se subdivisent en :
  - a. Dépenses faites par les membres mêmes pour les projets pour 3.555.666,61€, ces dépenses ont pu être vérifiées sur base des justificatifs chez les membres ;
  - b. De sommes transférées aux organismes coordinateurs internationaux ou aux organismes liés aux membres pour un montant de 9.065.202,27€. La bonne réception de ces montants a pu nous être confirmée par les organisations liées ou internationales, ou a été reprise dans les rapports des auditeurs respectifs de ces organisations internationales ou liées.
- (d) Concernant le fondement et la justification par des décisions formelles au sein de chaque organisation des engagements pour des programmes de secours à court et à long terme et les « provisions éventuelles » : le Conseil d'administration du Consortium a mis en place les directives relatives aux attentes des membres concernant le contenu des rapports divers. Les « Directives pour les rapports des membres », approuvé par le Conseil d'administration du Consortium, prévoit la publication du bilan, des engagements futurs et des « provisions éventuelles ». Le « rapport » ne contient pas d'information consolidée au sujet du bilan, de la totalité des engagements pour les programmes de secours à court et à long terme, et des « provisions éventuelles ».

Les membres sont libres quant à l'imputation ou non des intérêts reçus sur les fonds Haïti. Nous avons constaté que certains membres imputent des intérêts aux recettes et d'autres ne le font pas.

Notre mission a été exécutée conformément à l'« International Standard on Related Services – ISRS 4400 » s'appliquant à l'exécution des procédures convenues. Etant donné que les procédures ci-dessus ne correspondent pas à un audit ou à un examen conforme aux standards internationaux d'audit, nous ne pouvons exprimer aucune sûreté.

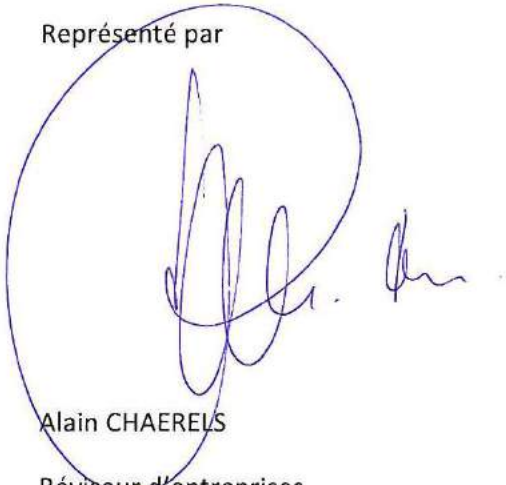
b



Si nous avons exécutés des procédures complémentaires, ou effectué un examen ou un audit conforme aux standards internationaux d'audit, d'autres éléments auraient pu attirer notre attention. Ce rapport concerne donc uniquement les éléments mentionnés ci-dessus et non les états financiers dans leur totalité.

PVMD Réviseurs d'entreprises

Représenté par



Alain CHAEREELS

Réviseur d'entreprises

Associé



## Bilan Consortium 12-12

<b>ACTIVA</b>	<b>31/12/2009</b>	<b>31/12/2010 (*)</b>
<b>Actifs immobilisés</b>		
<b>Actifs circulants</b>	<b>99.962,53</b>	<b>2.550.829,84</b>
V. Créances à plus d'1 an		
VI. Stocks et commandes en cours d'exécution		
VII. Créances à 1 an au plus		
VIII. Placements de trésorerie		2.220.328,55
IX. Valeurs disponibles	98.744,62	326.506,98
X. Comptes de régularisation	1.217,91	3.994,31
<b>Total de l'actif</b>	<b>99.962,53</b>	<b>2.550.829,84</b>
<b>PASSIVA</b>		
<b>Fonds social</b>	<b>91.306,12</b>	<b>127.670,00</b>
IV. Fonds affectés	91.306,12	127.670,00
<b>Provisions</b>		<b>250.000,00</b>
VII. A. Provisions pour risques et charges		250.000,00
<b>Dettes</b>	<b>8.656,41</b>	<b>2.173.159,84</b>
VIII. Dettes à plus d'1 an		
IX. Dettes à 1 ans au plus		
A. Dettes à plus d'un an échéant dans l'année		
B. Dettes financières		
C. Dettes commerciales		2.160.385,28
<i>Droits de tirage non-membres</i>		608400,58
<i>Membres du Consortium</i>	8.656,41	1.551.984,70
X. Comptes de régularisation		12.774,56
<b>Total du passif</b>	<b>99.962,53</b>	<b>2.550.829,84</b>

## Comptes

	<b>31/12/2009</b>	<b>31/12/2010 (*)</b>
<b>I. Ventes et prestations</b>	<b>2.180,85 €</b>	<b>22.736.899,99 €</b>
D. Cotisations, dons, legs et subsides	2.180,85 €	22.555.112,17 €
E. Autres produits d'exploitation	0,00 €	181.787,82 €
<b>II. Coûts des ventes et prestations</b>	<b>13.619,64 €</b>	<b>20.937.668,56 €</b>
A. Approvisionnements et marchandises	0,00 €	20.603.499,92 €
1. Achats ( <i>Haiti 12-12</i> )	0,00 €	20.603.499,92 €
B. Services et bien divers ( <i>Consortium</i> )	13.619,64 €	334.168,64 €
<b>III. Bénéfice (perte) d'exploitation</b>	<b>-11.438,79 €</b>	<b>1.799.231,43 €</b>
<b>IV. Produits financiers</b>	<b>510,15 €</b>	<b>36.363,88 €</b>
B. Produits des actifs circulants	510,15 €	36.363,88 €
<b>V. Charges financières</b>	<b>-2.154,53 €</b>	<b>-3.723,14 €</b>
C. Autres charges financières	2.154,53 €	3.723,14 €
<b>VI. Bénéfice (perte)</b>	<b>-13.083,17 €</b>	<b>1.831.872,17 €</b>
<b>VII. Produits exceptionnels</b>		
<b>VIII. Charges exceptionnelles</b>		
<b>IX. Bénéfice (perte) de l'exercice</b>	<b>-13.083,17 €</b>	<b>1.831.872,17 €</b>

(\*) 2010 = Campagnes Haïti + Pakistan !

# RAPPORT NARRATIF HAITI LAVI 12-12

## 2010 & 2011

**CARITAS INTERNATIONAL**



La réponse de Caritas International en Haïti s'inscrit dans le programme d'aide conjoint du réseau mondial Caritas, visant 1,4 million d'Haïtiens sur 3 à 5 ans.

Epidémie de choléra, ouragan et tempêtes tropicales, violences, notamment sexuelles, dans les camps... Même si la phase des premiers secours est passée, l'urgence reste de mise en Haïti près de 2 ans après le séisme. Particulièrement dans la capitale Port-au-Prince, où une bonne part de la population dépend encore de l'aide. De nombreux Haïtiens vivaient dans la précarité avant le tremblement de terre de janvier 2010. Et pour tirer durablement parti de l'élan de solidarité qu'a généré la catastrophe, la stratégie d'intervention de Caritas International vise à doter les Haïtiens des moyens de prendre eux-mêmes en charge l'effort de reconstruction.

Tout d'abord en appuyant la relève du monde scolaire et en favorisant la formation professionnelle, notamment aux métiers de la construction. Caritas œuvre ensuite pour un désengorgement de la capitale en misant sur la reconstruction d'infrastructures et de maisons dans les zones rurales avoisinantes. Enfin, dans ces mêmes zones rurales, Caritas International mène avec ses partenaires locaux et internationaux des programmes agricoles visant l'amélioration de la sécurité alimentaire et le développement d'activités génératrices de revenus. Et ce pour consolider les avancées enregistrées sur le plan de l'accès aux services sociaux et de santé, de la scolarisation des enfants, de l'aide aux aînés ...

D'autres investissements dans le secteur scolaire seront très prochainement formalisés, et de nouveaux projets sont à l'étude.

### **AIDE D'URGENCE**

#### **1/ Abri & biens non-alimentaires**

**01/2010:** En partenariat avec Caritas Allemagne, un vol humanitaire a été affrété avec à son bord : 33 tentes multifonctionnelles, 50 rouleaux de bâches, 18.750 jerrycans, 4 millions de comprimés de purification d'eau, 1.500 bâches pour tentes, 2.200 couvertures ainsi que 8 kits de premiers secours. Budget: 100.000 euros

#### **2/ Santé**

**01/2010:** Avec le soutien de VAIS, Caritas International a financé la fourniture en médicaments et en matériel d'intervention de 20 centres médicaux de Port-au-Prince appuyés par le réseau mondial Caritas. Budget: 50.000 euros

#### **3/ Eau, assainissement & hygiène**

**02/2010:** Dans 7 camps de la capitale abritant plus de 7.000 déplacés, Caritas International assure la provision en eau, l'installation de douches et de latrines ainsi que l'aménagement d'infrastructures d'assainissement. Des formations à l'hygiène sont également dispensées. Budget: 300.000 euros

**05/2010:** Pour endiguer la propagation du choléra, une trentaine de latrines et une dizaine de citernes ont été aménagées dans la région de Fonds-Baptiste, une zone rurale reculée sur la frontière avec l'Artibonite, à proximité du foyer de l'épidémie. Budget: 50.000 euros

## RÉHABILITATION et RECONSTRUCTION

### 1/ Abri

**2011-2013:** Caritas International soutient le programme de reconstruction élaboré par la Caritas Port-au-Prince. L'objectif de celui-ci est de reconstruire 1.600 logements détruits dans les collines bordant la capitale, et ce pour désengorger la ville, soutenir la production agricole de proximité et éviter les problèmes liés à la dispute de titres de propriété. Caritas International finance la reconstruction de 100 maisons dans le village reculé de Duval. Les travaux sont pris en charge par des professionnels préalablement formés par Caritas et par les propriétaires, qui ont tout d'abord réhabilité les voies d'accès pour l'acheminement des matériaux. Le chantier sera achevé début 2013.

Budget: 1.000.000 euros

### 2/ Education

**2010-2012:** En vue de la reconstruction, Caritas International et Caritas Allemagne inaugureront prochainement un centre de formation professionnelle aux métiers de la construction à Léogâne. Ce dernier accueillera dès l'année prochaine 150 élèves qui seront associés au rétablissement des infrastructures de proximité.

Budget: 100.000 euros

**2010-2013:** Le jour du séisme, aucune des jeunes filles prises en charge par les sœurs salésiennes dans le quartier des Salines à Port-au-Prince ne perd la vie. En revanche, leur orphelinat est hors d'usage. Dans leurs nouveaux locaux, en construction à Croix de Bouquets grâce au soutien de Caritas International et de Caritas Autriche, les sœurs pourront accueillir et poursuivre la formation de 150 orphelines de 6 à 15 ans.

Budget: 100.000 euros

### 3/ Sécurité alimentaire

**2011-2013:** Malgré ses atouts agricoles, plus de la moitié de la disponibilité alimentaire du pays repose sur les importations. Pour améliorer la sécurité alimentaire en région périurbaine et freiner l'exode rural, Caritas International a lancé, dans le cadre du Programme d'Appui au Relèvement d'Haïti cofinancé par la DGD à travers 11.11.11, un projet dans les communes de Cornillon/Grand Bois et de Grand-Anse. Celui-ci vise des formations paysannes, le soutien à l'agriculture et à l'élevage, la fourniture d'intrants, l'appui économique aux micro-entreprises et la création de structures antiérosives.

Budget: 88.660 euros (hors cofinancement DGD)

**2011-2013:** Une ferme communautaire d'élevage est en cours d'aménagement à Fonds-Baptiste, afin de contribuer à la promotion de l'élevage caprin de race améliorée et à la sécurité alimentaire de la zone. La première phase concerne la mise en place des infrastructures : un hangar de 300m<sup>2</sup> hébergeant annuellement 200 cabris et un espace pouvant stocker 100m<sup>3</sup> d'aliments, de denrées et de fourrage. Annuellement 9.000 poulets de chair et de 240.000 œufs seront produits à destination du marché local.

Budget: 200.000 euros.

## HANDICAP INTERNATIONAL



**2010.** Au lendemain de la catastrophe, et durant notre première année d'intervention, le défi pour Handicap International et pour l'ensemble des organisations humanitaires a été de déployer suffisamment de moyens, suffisamment vite, pour répondre à l'immensité des besoins de la population.

**2011.** Handicap International a relevé un nouveau défi : s'assurer que les moyens déployés ne repartiront pas avec les humanitaires, mais que les Haïtiens seront à l'avenir mieux protégés contre les catastrophes naturelles et sanitaires, et mieux à même de prendre en charges, au quotidien comme dans l'urgence, les populations les plus vulnérables, dont les personnes handicapées.

**2012.** Pour cette année, les objectifs d'Handicap International tournent autour de deux axes. Tout d'abord, s'assurer que les opérations d'urgence ont bien été menées jusqu'au bout – ce qui nécessitera probablement la construction d'environ 500 nouveaux abris transitionnels à destination des personnes les plus vulnérables n'ayant pas encore bénéficié d'assistance pour accéder à un logement. Ensuite, renforcer les capacités des Haïtiens à prendre en charge et à intégrer les personnes handicapées et mettre en place les structures qui permettront de réduire l'impact humain des catastrophes naturelles susceptible de toucher l'île à l'avenir.

## UN ENGAGEMENT EXCEPTIONNEL

Depuis le début de son intervention en Haïti, plus de 500 expatriés ont participé à la réponse apportée par Handicap International. Lorsque la situation l'exigeait, les équipes sur place ont compté jusqu'à 600 personnes, dont 80 expatriés. Logistique, reconstruction, appareillage, accompagnement psychologique et réinsertion ; Handicap International a mobilisé la plupart de ses pôles d'expertise pour venir en aide aux victimes de la catastrophe.

**1.459** personnes ont été appareillées, **20.000** tonnes d'aide ont été acheminées, **1.050** habitations transitionnelles ont été construites, permettant de reloger environ **5.250** personnes. **90.000** séances de soins de base et de réadaptation et **25.000** ont bénéficié d'activités de soutien psychosocial. **5.600** aides à la mobilité ont été distribuées, et nos kinésithérapeutes ont effectué **4.500** séances de rééducation.

## LES ACTIONS DE HANDICAP INTERNATIONAL

### 1/ Inclusion des personnes handicapées et des personnes les plus vulnérables

#### *Actions engagées / toujours en cours*

- Mise en accessibilité de bâtiments essentiels à l'insertion économique de personnes handicapées;
- Sensibilisation et formation des acteurs nationaux et internationaux à l'importance de rendre les maisons et les bâtiments publics accessibles aux personnes handicapées;
- Mise en place d'activités génératrices de revenu pour les personnes handicapées les plus vulnérables et sensibilisation des acteurs de l'insertion économique à l'intégration des personnes handicapées.

#### *Actions réalisées / terminées*

- Mise en place de points relais handicap et vulnérabilité pour assurer l'inclusion des personnes les plus fragiles à la réponse humanitaire.

## 2/ Appui logistique et reconstruction

### *Actions engagées / toujours en cours*

- Mise en place d'abris transitionnels anticycloniques, parasismiques et accessibles aux personnes à mobilité réduite. Ce projet s'est terminé à la fin 2011, mais reprendra probablement début 2012 : expansion (+500 abris) et consolidation d'abris, à destination des personnes encore dans les camps de déplacés et des zones non encore couvertes.

### *Actions réalisées / terminées*

- Acheminement d'aide humanitaire et gestion d'une plateforme logistique;
- Distribution de tentes, nourriture, et matériel de première nécessité;
- Distribution de kits spécifiques lors du passage du cyclone Thomas;
- Projets « cash for work » employant des Haïtiens pour des travaux de reconstruction & réhabilitation.

## 3/ Santé et protection

### *Actions engagées / toujours en cours*

- Fabrication de prothèses ;
- Appareillage et rééducation ;
- Fourniture d'aides à la mobilité ;
- Accompagnement à la prise en charge d'enfants souffrant d'infirmité motrice cérébrale.

### *Actions réalisées / terminées*

- Soutien aux hôpitaux pour la prise en charge des blessés ;
- Appareillage d'urgence ;
- Soutien psychosocial communautaire ;
- Actions de prévention et de sensibilisation au choléra ;
- Soutien aux ONG engagées dans la lutte contre le choléra.

## 4/ Formation et renforcement des capacités

### *Actions engagées / toujours en cours*

- Formation à la production d'appareillage et à la rééducation fonctionnelle ;
- Plaidoyer pour l'élaboration d'une politique nationale de réadaptation ;
- Plaidoyer et formation technique sur l'accessibilité des bâtiments ;
- Mise en place de mécanismes de réponse rapide aux catastrophes naturelles (en collaboration avec les autorités locales).

## EN CHIFFRES

Au total, la section belge de Handicap International a collecté 2.588.432 € pour Haïti, dont **1.912.217 €** via l'opération Haiti Lavi 1212.

A la fin 2011, la totalité du montant collecté pour Haïti par Handicap International en Belgique (12-12 et autres) a été utilisée. 2.469.648 € ont servi à la réalisation des programmes et 118.784 € ont permis de couvrir les frais de gestion.

Les fonds récoltés en Belgique ont été alloués prioritairement aux projets suivants :

- Réadaptation physique et fonctionnelle ;
- Réinsertion des personnes amputées et préparation du retour à domicile ;
- Insertion socio-économique des personnes handicapées.



Les projets en Haïti se poursuivent désormais au moyen de fonds collectés par la Fédération Handicap International.

## MEDECINS DU MONDE



Depuis janvier 2010, Médecins du Monde a intensifié son action en Haïti. MdM a d'abord soigné les blessés victimes du tremblement de terre et 10% du traitement du choléra en Haïti a été pris en charge par nos équipes. Mais MdM a également remis à l'agenda politique la problématique de l'accessibilité à des soins de santé de qualité pour les plus vulnérables. Globalement, en deux ans, c'est plus de 800.000 actes médicaux et consultations qui ont été assurés par Médecins du Monde.

Deux ans après le séisme, les équipes de Médecins du Monde, présentes depuis 1989 en Haïti, restent plus que jamais mobilisées et concentrent particulièrement leur travail auprès des enfants de moins de cinq ans et des femmes enceintes : appui aux soins de santé primaires, santé sexuelle et reproductive, violences faites aux femmes et soutien psychosocial font partie des actions menées par MdM sur ses zones d'intervention.

Les infections respiratoires et cutanées, pathologies intestinales, diarrhées aqueuses et anémies sont les principales pathologies rencontrées. Une attention particulière est portée aux cas de malnutrition, dépistés et pris en charge en région Goâvienne, à Grande Anse et à Port-au-Prince. L'épidémie de choléra qui sévit sur l'île depuis octobre 2010 a nécessité la mise en place de programmes de prévention et de prise en charge des cas dans plusieurs régions. Aujourd'hui, MdM se concentre sur le transfert de compétences et d'infrastructures de traitement du choléra aux autorités sanitaires nationales.

## EN CHIFFRES

### 1/ Les activités développées par Médecins du Monde

En 2011, plus de 225.000 consultations et actes médicaux/chirurgicaux réalisées par les équipes de Médecins du Monde (586.000 actes en 2010). Plus de 4.000 consultations médicales réalisées chaque semaine (incluant la vaccination) dont 55% pour les enfants de moins de 5 ans et 11,5% pour les femmes enceintes. Une quarantaine de médecins Haïtiens stagiaires ont été formés à Port-au-Prince à l'échographie et en chirurgie vaginale.

5 zones d'intervention : Port-au-Prince, départements de l'ouest et du centre, Grande Anse et Nippes.

### 2/ Les dons reçus / les dépenses engagées

En 2011, le réseau international de Médecins du Monde a reçu 6.328.000 euros. 7.200.000 euros ont été dépensés par Médecins du Monde depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2011 (jusqu'au 31 octobre 2011). Une partie des fonds dépensés cette année a été collectée en 2010.

Les bailleurs de MdM en 2011 : ACD/AHI, Chaîne du Bonheur, Comunidad Madrid, Diputación de León, ECHO, Fundación Cooperación y Ciudadanía, Castilla y León, MRI Canadienne, Sternstunden Foundation, OMS, Unicef, Wallonie-Bruxelles International.

### 3/ Les équipes

En septembre 2011 : 748 personnes en Haïti dont 95% sont Haïtiens (36 personnels internationaux et 712 personnels haïtiens).

## CHOLÉRA, DE L'ÉPIDÉMIE À L'ENDÉMIE

Depuis le début de l'épidémie en octobre 2010, ce sont plus d'un demi-million d'Haïtiens qui ont été touchés par le choléra. En novembre 2011, plus de 6.900 décès étaient reportés. Médecins du Monde a mobilisé ses ressources humaines et logistiques dès les premiers jours. « *Nous sommes très fiers des résultats atteints : dans nos centres de traitement, nous n'avons enregistré que 0,78% de décès dans les prises en charge. Cela signifie que 99,22% des malades ont été sauvés* », explique le Docteur Ucème, médecin-traitant de MdM à Miragoane.

Depuis octobre 2010, 30 000 patients atteints par le choléra ont été hospitalisés dans les structures érigées par MdM (dont 3306 par MdM Belgique). MdM soutient actuellement 15 Unités de Traitement du Choléra (UTC), 3 Centres de Traitement du Choléra (CTC) et 28 Points de Réhydratation Orale (PRO). Une partie de ces structures a déjà été remise aux autorités sanitaires après un accompagnement de nos équipes.

Selon les spécialistes, le choléra en Haïti restera épidémique pendant encore deux à trois ans, avant de rentrer dans sa phase endémique. Malgré une décroissance constatée de l'épidémie, d'importantes flambées ont eu lieu en 2011.

Les programmes mis en place par Médecins du Monde associent les communautés haïtiennes à la prise en charge des patients et à la prévention, volet indispensable pour lutter contre la propagation de l'épidémie : diffusion de messages de sensibilisation auprès des populations, distribution de kits de protection et d'hygiène, veille épidémiologique et référencement des cas suspects. Dans les communes de Mireballais et Lascahobas, ce sont 230 agents de santé formés par MdM et ses partenaires qui participent à ce travail de prévention, ainsi qu'à la décontamination des maisons et au référencement des patients vers les structures de soins. Les assemblées communautaires et les ateliers organisés dans les écoles permettent de diffuser les messages d'information et de prévention qui sont également relayés par les radios communautaires.

L'action de Médecins du Monde s'effectue toujours en étroite collaboration avec les autorités sanitaires et les partenaires locaux. En septembre 2011, MdM s'est engagé avec le Ministère de la Santé Publique et de la Population dans une stratégie d'assistance technique et d'intégration de la prise en charge du choléra dans le système de santé.

## SANTÉ SEXUELLE ET REPRODUCTIVE

Près de 80 000 femmes enceintes ont été accompagnées durant leur grossesse par MdM entre 2010 et 2011. Au-delà des consultations pré et post-natales, de l'assistance lors des accouchements et des interventions chirurgicales nécessaires, MdM est soucieux d'assurer formation et accompagnement des personnels soignants. Cela s'est notamment traduit par une formation de haut niveau dans la maternité universitaire Chancernelles de Port-au-Prince. Quarante futurs spécialistes en gynécologie-obstétrique y ont été formés à l'échographie et à la chirurgie par voie vaginale.



## OXFAM-SOLIDARITE



Le 12 Janvier 2010, Haïti était touché par le tremblement de terre le plus important de ces 200 dernières années. Plus de 220.000 personnes ont perdu la vie, 300.000 ont été blessées et environ 1,3 million sont devenus sans abris. L'action d'Oxfam en Haïti au cours de ces deux années s'est organisée autour de plusieurs axes. Rien qu'en 2011, Oxfam a pu toucher un total de 505.662 bénéficiaires.

### LES ACTIONS D'OXFAM

Dans le secteur de l'**eau**, plus précisément en ce qui concerne l'approvisionnement en eau de qualité et la fourniture de solutions d'**assainissement** et d'**hygiène** dans les camps – mais aussi pour répondre au choléra qu'a frappé Haïti en Octobre 2011 – Oxfam a construit 653 unités de douches et 256 points d'eau pour l'hygiène des mains ; distribué 3.564 filtres portatifs en céramique à Léogâne et Delmas ; creusé 14 nouveaux puits de forage dans le sud du pays; promu l'hygiène et la santé publique grâce à des campagnes qui ont été suivies par plus de 95.000 personnes.

En ce qui concerne l'**amélioration des moyens de subsistance** on peut dénombrer un certain nombre d'actions de soutien et de renforcement des petits commerces, tels que des formations en alphabétisation et en comptabilité pour 1.064 femmes ; ou encore la création d'un réseaux de solidarité de 109 familles dont un des membres est atteint d'un handicap ; l'octroi de subventions à quelque 4.000 familles vulnérables pour leur permettre de se rétablir ; le soutien des artisans Haïtiens pour assurer l'accès aux technologies modernes pour l'amélioration de leur productivité.

Dans le secteur de l'**agriculture**, Oxfam appuie les paysans et les petits producteurs afin qu'ils puissent obtenir un revenu plus durable de leurs terres. Dans la région des Nippes Oxfam a développé des programmes d'agro-reforestation sur environ 4.758 parcelles; Oxfam a également distribué à Jacmel et Léogâne environ 1.800 kits composés de graines, d'outils pour l'agriculture et la cuisine à destination des familles paysannes.

Dans le cadre la **réhabilitation des communautés** les actions varient en fonction des secteurs. L'organisation a atteint plus de 94.000 personnes en leur fournissant des abris de transition. Elle a également été impliquée dans des programmes de nettoyage des débris. Oxfam a également lancé un programme de nettoyage des déchets en collaboration avec 36 écoles de Delmas et Léogâne.

Dans le secteur de la **réduction des risques**, Oxfam a employé en 2011 environ 803 Haïtiens dans des programmes de travail pour le travail d'entretien des faussées de drainage et formé à la prévention 142 personnes ; en Artibonite et au Cap-Haitien Oxfam collabore avec les municipalités dans la préparations des plans de contingence pour les futures catastrophes et pour construire les capacités nécessaires à la réponse à apporter en cas de telles catastrophes ; dans les Nippes Oxfam supporte les communautés pour favoriser la plantation d'arbres.

Oxfam a également mis en place des mesures pour inclure le problème de **la protection des plus vulnérables** aux actes de violence (y compris la violence sexuelle qui avait augmenté dans les camps après le tremblement de terre). Le personnel, les partenaires et les bénéficiaires ont donc été sensibilisés à l'impact des violences et sur la nécessité de protéger les personnes vulnérables par un système de soutien spécifique. Des formations autour de la violence faite aux femmes ont également eu lieu.

En 2011 Oxfam a également été très engagée dans l'action de **plaidoyer** pour la protection des droits des personnes déplacées. Suite aux nombreux cas d'évictions forcées des habitants des camps, Oxfam travaille actuellement avec l'OIM (Organisation Internationale des Migrations) et le Groupe Sectorielle Protection, pour établir des procédures standards pour les gouvernements et les autorités locales et ainsi garantir les droits des personnes déplacées.

## QUELQUES CHIFFRES

Depuis le tremblement de terre et jusqu'à aujourd'hui Oxfam a récolté au total environ 106 millions de dollars. Les fonds récoltés par Oxfam proviennent de plusieurs sources différentes, dont environ 52 millions de dollars proviennent des autorités publiques de différents pays.

Les fonds belges collectés par Oxfam-Solidarité à travers la plateforme 1212 ont été utilisés pour financer une partie de ces actions intégrées d'Oxfam en Haïti, notamment en ce qui concerne les axes : eau & assainissement, amélioration de la situation économique, protection, plaidoyer. Depuis la catastrophe et jusqu'à présent, Oxfam-Solidarité a contribué par l'envoi à ses homologues en Haïti de 1.915.629 € ( environ 2.605.255 \$).

À la fin 2011 les affiliés d'Oxfam en Haïti ont dépensé la totalité des fonds belges envoyés cette année, selon la répartition prévue: 675.135 € pour l'eau et l'assainissement, 44.275,84 € pour le relèvement moyens de subsistance , 12.966 € pour la protection ; 9.629 € pour le plaidoyer, 414.418 € pour la totalité de la gestion et coordination de ces quatre secteurs, et 60.864,41 € destinés à l'administration.

Globalement, Oxfam aura dépensé fin 2011 un total d'environ 96 millions de dollars sur les 106 millions collectés, et est en train de mettre en place des actions pour dépenser le reste tout au long de 2012.

## LE FUTUR

Après deux ans d'action portant initialement sur 1,3 millions de personnes, 550.000 personnes demeurent encore dans des abris temporaires. Une grande partie des débris a été nettoyée, permettant finalement au lent processus de reconstruction de la capitale de débuter. Néanmoins, des centaines de milliers de personnes vivent encore sans accès aux services sociaux de base.

Deux ans après le début de son action en réponse au tremblement de terre, le focus d'Oxfam se déplace aujourd'hui de la réponse humanitaire d'urgence vers une réponse orientée vers le développement et la reconstruction sociale et physique du pays, en collaboration étroite avec les communautés. Oxfam a donc commencé à réduire progressivement son intervention dans les camps pour intensifier les actions dans les quartiers d'origine. Les actions futures seront en effet concentrées sur l'amélioration des conditions de vie et la réhabilitation des quartiers à Port-au-Prince et dans les zones rurales.

Parmi les axes les plus importants pour 2012 Oxfam prévoit de fournir des solutions durables dans le secteur de l'Eau, l'Assainissement et l'Hygiène dans les quartiers d'origine ; de mener des actions pour relancer l'économie au travers de l'octroi de microcrédits et l'inclusion des femmes ; par des actions de réduction des risques et de la vulnérabilité dans les provinces.

## UNICEF BELGIQUE



Le 12 janvier 2010, un tremblement de terre dévastait Haïti. Le séisme faisait plus de 220.000 victimes et bouleversait la vie de quelque 750.000 enfants. Deux ans après le séisme, ces jeunes Haïtiens portent toujours les séquelles de cette catastrophe. Pourtant, aujourd'hui, on peut parler de nette reprise, mais aussi d'un changement positif dans la façon dont les droits des enfants sont appréhendés.

### LES ACTIONS D'UNICEF

#### 1/ La protection des enfants

Bien avant le tremblement de terre, beaucoup d'enfants haïtiens étaient extrêmement vulnérables face à la violence, aux mauvais traitements et à l'exploitation. On évalue que 225.000 enfants travaillaient comme domestique (restaveks), alors que 50.000 vivaient dans des abris de fortune et que 2.700 survivaient dans les rues de la capitale, Port-au-Prince. Le risque encouru par ces enfants d'être victimes de la traite, d'une adoption illégale ou de violences liées au genre était très élevé. Après le séisme de 2010, la situation a empiré. Beaucoup d'enfants ont perdu leurs parents. Ils ont été accueillis dans des institutions ou se sont retrouvés à la rue, livrés à eux-mêmes. Pour l'UNICEF, la protection de ces enfants a été la première des priorités. Ces deux dernières années, les actions suivantes ont été entreprises :

- Aux frontières et dans les aéroports, la police nationale a vérifié qu'aucun enfant ne quittait illégalement le pays, victime de la traite des êtres humains. L'UNICEF a soutenu ces policiers dans leur travail. 18.000 enfants ont été contrôlés.
- Plus de 120.000 enfants, répartis dans les 520 « espaces amis des enfants » fondés par l'UNICEF, ont participé quotidiennement à des activités récréatives.
- Dans tout le pays, des services spécialisés ont été créés et du personnel formé pour fournir un soutien psychosocial aux victimes du tremblement de terre.
- 8.780 enfants séparés ou privés de leurs parents ont été identifiés et recensés pour les préserver de la traite et de l'exploitation. Jusqu'à présent, on a retrouvé les familles de 2.770 de ces enfants.
- 336 centres résidentiels ont été contrôlés sur base d'outils et de critères standardisés.

Grâce à toutes ses actions, l'UNICEF a contribué - de manière significative - à renforcer les services d'aide sociale à l'enfance en Haïti. Aujourd'hui, les centres résidentiels ont davantage de connaissances, de compétences et de moyens pour protéger les enfants vulnérables. Les jeunes Haïtiens qui vivent dans ces institutions sont recensés et les établissements qui ne respectent pas suffisamment certains critères minimum de fonctionnement sont fermés. Par ailleurs, il est aujourd'hui, plus difficile, de faire sortir illégalement des enfants d'Haïti.

Le suivi de ces centres résidentiels est désormais assuré par l'Institut du Bien-Être Social et de Recherche. Cet organisme d'Etat peut mener à bien cette tâche grâce aux formations, à la création d'un répertoire des différents centres et au soutien continu de l'UNICEF.

## 2/ Education

Dans le secteur de l'éducation, Haïti doit relever de nombreux défis. Avant le tremblement de terre, 80% des établissements scolaires étaient de moindre qualité et à peine un enfant sur deux allait à l'école.

Lors du séisme, plus de 4.000 écoles ont été endommagées. Pour assurer une qualité d'enseignement et un accès à l'éducation à tous les enfants haïtiens, l'UNICEF a travaillé avec de nombreux partenaires, les autorités locales et nationales et la population. Ci-dessous figure certaines des activités réalisées et leurs résultats.

- L'UNICEF a soutenu la campagne « Go-to-School ». Lancée par les autorités haïtiennes, son objectif est de rendre l'enseignement de base totalement gratuit. Pour ce faire, du matériel scolaire et pédagogique a été distribué à 750.000 enfants et 15.000 enseignants. Ils ont bénéficié de cette aide lors des rentrées scolaires de 2010 et de 2011 ;
- 193 écoles semi-permanentes ont été construites sur tout le territoire national. Aujourd'hui, elles permettent à 80.000 enfants d'étudier dans un environnement plus sûr ;
- Par le biais des établissements scolaires, 1,5 millions d'écoliers ont reçu du savon, des conseils en matière d'hygiène et des informations pour se prémunir efficacement du choléra ;
- Dans les régions rurales, 500 enseignants ont été formés à l'éducation préscolaire. Par ailleurs, 360 membres du corps enseignant ont été sensibilisés à l'éducation en situation d'urgence et à la réduction des risques.

## 3/ La nutrition et la santé

En raison du tremblement de terre, de l'épidémie de choléra et des inondations localisées, la situation sanitaire et alimentaire en Haïti était hors de contrôle. Le système de santé haïtien était insuffisant et de piètre qualité avant le séisme. Il est ressorti très affaibli de la catastrophe. Il a donc été incapable de permettre aux communautés de vivre en bonne santé. L'UNICEF a concentré ces efforts et conduit des actions dans différents domaines.

- Près de 500.000 mères ont reçu des conseils en matière d'alimentation et d'allaitement maternel. Elles ont été reçues dans une des 198 « tentes amies des bébés » fondées par l'UNICEF. 40 associations de mères ont vu le jour.
- En 2011, environ 393.000 enfants ont été suivis pour malnutrition. 15.300 ont été traités pour malnutrition sévère. Ils ont été pris en charge dans un des 290 postes médicaux ou un des 24 centres de stabilisation nutritionnelle existant en Haïti.
- En 2011, 500.000 femmes souffrant d'anémie ont reçu des comprimés de fer et d'acide folique.
- Quelque 775 agents ont reçu une formation centrée sur la prise en charge communautaire de la malnutrition sévère et de l'alimentation du nourrisson et du jeune enfant
- Environ 800 femmes séropositives ont été prises en charge dans des services spécialisés dans la non-transmission de cette maladie de la mère à l'enfant. 11 centres offrant ce type de services ont été construits.
- Plus de 149.000 femmes ont fait un dépistage du sida. 4.875 femmes séropositives (dont 1.875 femmes enceintes) ont eu accès à un traitement.
- Plus de 15.000 enfants vulnérables vivant à Port-au-Prince ont été sensibilisés à la lutte contre le sida. 2.500 jeunes ont fait un dépistage. 522 d'entre eux, séropositifs, ont été pris en charge et se sont vus offrir des soins.
- Dans le cadre de la campagne « Atteindre chaque district » (Reaching Every District), 170.000 enfants ont été vaccinés. Le pourcentage des enfants vaccinés en Haïti est passé de 58% en 2010 à près de 80% en 2011.
- Les sage-femmes travaillant dans une clinique ont reçu du matériel et un soutien technique afin de suivre avec plus d'efficacité les femmes présentant une grossesse à risque.

#### 4/ WaSH

En 2008, seuls 17% de la population avait accès à des structures d'assainissement, alors qu'en zone rurale, seul un habitant sur 2 (55%) avait accès à une source d'eau améliorée. Après le tremblement de terre, ces chiffres se sont effondrés. Des interventions d'urgence ont été réalisées. A cause de l'épidémie de choléra, l'UNICEF a également tenté de répondre aux besoins structurels des communautés.

- Grâce à l'implication de 14 partenaires, quelque 2,2 millions de personnes ont été sensibilisées à l'hygiène. Par ailleurs, du matériel pour combattre l'épidémie de choléra a été distribué.
- Plus de 600.000 personnes ont profité de la remise en état d'installations sanitaires et d'assainissement. Aujourd'hui, elles profitent aussi d'une meilleure gestion et d'un meilleur suivi des services dans les camps, les communautés et dans les villes.
- Grâce à l'UNICEF, l'approche de l'assainissement total (Community-Led Total Sanitation) a été mise sur pied dans 95 communautés (89.000 habitants). Ces communautés ont compris l'importance de l'eau et de l'hygiène. Elles ont-elles-mêmes menées les interventions nécessaires au changement de comportement dans leur localité et à l'installation de toilettes et de points d'eau potable.

#### EN CHIFFRES

UNICEF Belgique a récolté 9.611.330 euros pour financer ses interventions humanitaires en Haïti en 2010 et 2011. 8,24 millions d'euros ont été consacrés aux activités sur le terrain et 1,37 millions d'euros à leur suivi technique, administratif et financier.

Des plus de 9 millions d'euros dont a disposés l'UNICEF, 7.280.040 euros ont été récoltés dans le cadre de l'opération Haïti Lavi 1212.

Au total, UNICEF a géré un budget de 351,2 millions de dollars. Ce montant inclut les fonds récoltés en Belgique suite au tremblement de terre et à l'épidémie de choléra. En 2 ans, plus 80% de ces dons ont été utilisés au profit de la population haïtienne.

#### En 2012

56,4 millions de dollars sont aujourd'hui disponibles pour mener à bien des actions en 2012. Or, les besoins financiers sur le terrain sont évalués à 110,4 millions de dollars. L'UNICEF doit donc trouver 54 millions de dollars pour pouvoir réaliser son programme d'actions en faveur des enfants haïtiens.

---